4e Année. - Numéro 154

Vendredi 3 Juin 1898

LE NUMERO 5 CENTIMES

L'Egalité

Journal Socialiste Quotidien

DE ROUBAIX-TOURCOING

LE NUMERO 5 CENTIMES

BUREAUX
93, Grande-Rue, 93
ROUBAIX

BUREAUX
2, Rue de la Cloche, 2
TOURCOING

LA POLITIQUE

ANARCHIE

Hier, c'était la rentrée des Chambres.

Au Luxembourg et au Palais-Bourbon, les législateurs s'étaient donc rendus.

Comme d'usage, les sénateurs se sont assis et levés.

Les députés, plus vigoureux parce que généralement plus jeunes, mais surtout plus échauffés, se sont livrés à un sabbat infernal au milieu duquel Drumont glapissait: « A bas Lépine !»

Ce clérical manque décidément de tenue. Aurait-il rapporté d'Afrique un coup de soleil ? Veillez, M. Bérenger...

On lira, d'autre part, le compte-rendu de cette séance mouvementée.

Ici, nous ne voulons qu'analyser cette agitation.

Comme les grenouilles qui demandaient un roi, la Chambre voulait se donner un président.

Deux concurrents étaient en ligne : M. Brisson bien connu pour ses rigueurs à l'égard des socialistes, dans l'ancienne législature, et M. Deschanel, le néo-collectiviste dont nous parlions hier, une sorte d'Annibal moderne toujours à la recherche d'un chien pour lui couper la queue !

La joûte électorale autour du fauteuil présidentiel avait été engagée de telle façon que nos amis n'hésitèrent pas à confondre leurs bulletins avec ceux des radicaux et des progressistes en faveur de M. Brisson.

Au dépouillement, il y eut 276 bulletins pour M. Brisson contre 277 à M. Deschanel !

Mais on avait « triché ! »

Et le chahut commença...

Il ne pouvait en aller autrement dans une Chambre divisée en deux fractions numériquement égales.

En fin de compte et après de multiples incidents, de vigoureuses engueulades, le bureau d'âge qui avait dû se retirer déclara qu'il y avait eu [illegible]

Pour un joli début de législature, c'est là, n'est-ce pas? un fort joli début.

— « Ça promet ! » disait hier soir, en se frottant les mains d'aise, un assidu de nos combats de coqs.

Et il avait raison, cet homme avide de fortes émotions !

Ça promet surtout des jours amers pour le président de la Chambre, qu'il soit Brisson ou Deschanel ;

Ça promet un peu plus de déconsidération au parlementarisme qui, pourtant, en avait déjà une belle bottée ;

Ça promet aux ministères qui se succéderont des lits pas précisément moelleux ;

Ça promet au pays le spectacle d'une anarchie politique comme l'histoire n'en a pas encore enregistré !

Oui, vraiment, ça promet !

Mais il nous souvient que nous écrivions ici même, l'autre jour, que la Chambre issue des élections de 1898 serait incapable de tout travail productif.

Nous disions juste et la séance d'hier nous confirme entièrement dans notre opinion.

D'ailleurs, si nous nous en rapportons aux dépêches que nous avons reçues, des cris de « dissolution » ont déjà retenti, au Palais-Bourbon.

Avant le baptême des nouveaux députés, on demande leur enterrement !

C'est que la situation entre décidément dans une phase non prévue par la bourgeoisie satisfaite et dirigeante.

La coupure si nette et si parfaitement égale entre les deux grands courants de l'opinion, à la Chambre, — entre les partis de réaction et de progrès — ira s'élargissant et il devient de plus en plus probable que ce n'est pas avec des promesses ou des discours que l'on comblera le fossé qui les sépare.

Le pays attendait autre chose que des jeux de cirque. Il s'en amusera quelque temps peut-être, mais qu'on prenne garde à son réveil ! Les têtes ne pèseraient pas plus alors dans sa main puissante et nerveuse que la boule du député qui a valu hier une voix de plus à M. Deschanel qu'à M. Brisson.

Quoi qu'il advienne, nous envisageons, nous socialistes, l'avenir avec une parfaite sérénité.

Tout nous sert, — même et surtout l'écœurant spectacle de l'anarchie bourgeoise.

G. SIAUVE-EVAUSY.

REVUE DE LA PRESSE

DISCOURS PRÉSIDENTIEL

Du *Radical* :

M. Henry Marcel raille M. Faure au sujet du discours politique qu'il a prononcé à Saint-Etienne :

Notre président, homme pondéré, renouvelant le cliché de Raynal et de tous les modérément républicains, nous a déclaré que nous devions nous borner à *assurer les conquêtes acquises* et à préparer tout doucement les nouveaux progrès, qui ne manqueront pas de nous advenir, si nous sommes patients, vers l'an 2000, époque où tout porte à croire, malheureusement, que nous n'aurons plus besoin de rien.

Si l'on disait à M. Félix-Faure : « Il nous paraît excellent que le président de la République touche douze cent mille francs ; seulement nous ne commencerons à les lui verser que vers le milieu du siècle prochain », je suis convaincu qu'il demanderait si on se moque de lui.

De l'*Aurore* :

M. Clémenceau apprécie, lui aussi, sévèrement, les prétentions de M. Faure d'intervenir dans nos luttes politiques :

Il s'est borné à déclarer modestement qu'il avait le devoir de nous rappeler nos devoirs. Peut-être aurons-nous l'occasion de lui rappeler les siens, au premier rang desquels je mettrais volontiers l'obligation de ne pas dépasser l'ordinaire mesure des sottises courantes. C'est très bien de nous recommander « la continuité de vues ». Encore faudrait-il savoir ce que sont ces « vues ». Car, si tout l'effort de nos hommes d'Etat aboutit à singer la monarchie, plus tôt nous les aurons détournés de la continuité de leurs vues, mieux nous aurons servi la cause républicaine. Le Maréchal avait déjà dit : « Continuez ». Les grands esprits se rencontrent. Aussitôt que je saurai ce que nous sommes chargés de continuer, j'en informerai mes lecteurs.

La Crise Ministérielle Italienne

Rome, 1er Juin.

L'*Opinione* et l'*Italie* disent que la constitution définitive du Cabinet est imminente.

Selon plusieurs journaux, le ministère serait ainsi composé :

M. di Rudinì, présidence du Conseil et intérieur.
M. Capelli, affaires étrangères.
Le général San Marzano, guerre.
M. Bonacci, justice.
Le général Afan de Rivera, travaux publics.
M. Luzzatti, trésor.
M. Branca, finances.
M. Canevaro, marine.
Le sénateur Cremona, instruction publique.
M. Frola, postes et télégraphes.
Le sénateur Serena ou le député Pinchia, agriculture.

Selon l'*Esercito*, le général Turditi, directeur général des services administratifs au ministère de la guerre, remplacerait le général Afan de Rivera comme sous-secrétaire d'Etat à la guerre.

L'*Italie* dit que le nouveau ministère aurait le caractère d'un vrai cabinet d'apaisement. Il ajoute que ce ministère comprendrait trois sénateurs et huit députés. Cela prouve combien on a eu tort de parler d'un soi-disant ministère de provocation contre la Chambre, ou d'un ministère de généraux, ou d'un simple ministère d'affaires.

Une lettre de Liebknecht

Le député socialiste allemand Liebknecht [illegible] par un ami [illegible] Ferri, directeur du journal *Avanti*, la lettre suivante:

Cher ami et collègue,

Je n'ai pas le temps de vous écrire tout ce que mes compagnons et moi nous pensons et sentons de vous tous.

Les imminentes élections générales prennent tout mon temps, étant tous les jours obligé de participer à des réunions publiques.

Nos probabilités de victoires sont excellentes. Nos adversaires sont les vôtres. Ils se valent !

A travers des luttes et des persécutions continuelles, nous avons eu raison d'un homme comme Bismarck. Je souhaite que les socialistes italiens aient raison de ceux qui personnifient dans votre pays les illusions réactionnaires.

Salut et foi à vous et à tous les amis d'Italie.

Immer Vorwaerts ! Semper avanti ! (toujours en avant !)

W. LIEBKNECHT.

La Guerre Hispano-Américaine

Les dépêches qui nous parviennent donnent des renseignement contradictoires sur l'issue de la bataille navale que nous avons signalée, hier, en « Dernière Heure ».

Une chose paraît acquise; elle n'a pas eu l'importance qu'on pouvait croire et la poudre n'a pas, hélas, dit encore, son dernier mot.

Londres, 1er juin.

Le correspondant spécial du *Daily Telegraph* à New-York, télégraphie à son journal les détails suivants sur l'affaire de Santiago:

« L'amiral Cervera a, hier matin, avec trois de ses vaisseaux, essayé de forcer le blocus du port de Santiago, mais il fut arrêté par l'escadre américaine. Un bref combat eut lieu et l'amiral Cervera rentra ensuite dans le port avec ses vaisseaux, qui n'avaient apparamment subi aucun sérieux dommage. »

New-York, 1er juin.

Le correspondant spécial du *World* à bord du *Triton* télégraphie de Santiago, à la date de lundi, *viâ* Port-Antonio :

« Dimanche dernier, vers minuit, deux torpilleurs espagnols sortirent du port de Santiago et tentèrent un effort désespéré pour couler les navires américains.

» Ils s'avancèrent, à la faveur de la nuit, près des vaisseaux américains, et avaient déjà parcouru la distance de deux milles, lorsqu'un officier américain, de quart sur le pont du *Texas*, les aperçut au moyen de sa lunette de nuit. Deux faisceaux lumineux furent dirigés sur les torpilleurs.

» Ceux-ci, se voyant découverts, forcèrent de vapeur et cherchèrent à se précipiter sur le *Texas* et sur le *Brooklyn* ; mais les canons à tir rapide de ces deux navires furent mis en action et lancèrent sur les torpilleurs une grêle d'obus qui les obligea à chercher un refuge dans le port sans qu'ils aient pu lancer leurs torpilles, bien qu'ils se fussent approchés à 500 mètres des navires américains. »

Madrid, 1er juin.

Le ministre de la marine a reçu une dépêche qui porte que l'escadre américaine a subi un échec devant Santiago-de-Cuba.

Les forts espagnols et l'escadre espagnole ont repoussé les navires américains qui se sont retirés avec des avaries.

L'escadre espagnole n'a pas souffert.

Au Sénat, le ministre des colonies confirme la nouvelle du combat de Santiago qui fait augurer une nouvelle victoire.

Le Sénat exprime sa satisfaction pour une victoire espagnole et félicitant les marins.

Hong-Kong, 1er juin.

On télégraphie de Manille que beaucoup de télégrammes de félicitations adressés à l'amiral Dewey sont tombés entre les mains de l'amiral Montojo ; celui-ci les a courtoisement renvoyés à leur destinataire.

Il est impossible à l'amiral Dewey de tenter d'occuper Manille avant l'arrivée des renforts qui sont attendus vers le 15 juin.

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

LE CLASSEMENT DES PARTIS

(De notre correspondant spécial.)

Paris, 1er juin.

Je vous ai télégraphié hier pour vous indiquer que les groupes socialiste et radical-socialiste étaient réunis et je vous ai dit quelles décisions avaient été prises. Les autres groupes se sont constitués aujourd'hui.

La Gauche démocratique

La gauche démocratique a tenu avant l'ouverture de la séance une réunion, sous la présidence de M. Dujardin-Beaumetz.

Elle a décidé à l'unanimité de voter pour M. Brisson à la présidence de la Chambre.

Le chiffre des adhérents au groupe de la gauche démocratique est dès à présent de 145.

Les antisémites

Les antisémites, eux aussi, se sont constitués en groupe.

Voici le procès-verbal communiqué à ce sujet après une discussion à laquelle prirent part tous les membres présents;

Il est décidé :

1° Qu'un groupe antijuif est formé ;

2° Que ce groupe reste ouvert à toutes les adhésions ;

3° Que sur le terrain purement politique et religieux, les membres du groupe antijuif conservent chacun leur indépendance ;

4° Que le groupe se réunira toutes les fois qu'il y aura lieu pour ses membres, soit d'examiner une question touchant aux intérêts, à l'honneur et à la défense du pays, soit de dénoncer un accaparement, une spoliation, une concussion, une trahison, en un mot, chaque fois que la question privée sera en jeu.

D'ores et déjà la réunion a décidé de se rassembler prochainement pour étudier la question algérienne.

Les modérés

Quant aux modérés, ils se sont réunis dans la matinée, sous la présidence de M. Poincaré ; 150 députés, anciens ou nouveaux étaient présents.

Ces 150 ont accouché de la déclaration suivante :

« Il nous a paru que, sans rien abdiquer, nous devions nous conserter pour présenter un candidat à la présidence de la Chambre. »

M. Poincarré a pris la parole pour dire que le futur président tiendra dans ses mains la clefs des réformes à introduire dans le règlement et surtout dans les habitudes de la Chambre. L'élection du président provisoire peut avoir à cet égard une influence décisive sur le sort de la législature.

A l'unanimité, il a été décidé de présenter M. Deschanel comme candidat à la présidence provisoire et de porter M. Georges Leygues pour un siège de vice-président.

La droite

Quant à la droite, elle s'est réunie ce matin rue de Bourgogne et s'est constituée en groupe.

M. de Ramel a été élu président.

MM. Denys Cochin et Paul de Cassagnac ont été portés à la vice-présidence. La question présidentielle a été soulevée.

La droite a décidé de voter pour M. Deschanel.

Les vice-présidents

La bataille s'annonçait comme devant se livrer sur le terrain de la présidence seulement. A l'issue de la réunion de la gauche démocratique, les députés de ce groupe se sont en effet entendus avec les républicains dits de *gouvernement* pour porter à la vice-présidence MM. Leygues et Sarrien.

LA SEANCE

A 2 heures 30, **M. Charles Boysset**, député de Saône-et-Loire, doyen de la Chambre ouvre la séance et l'on procède à la formation du bureau d'âge.

Les six plus jeunes députés, Zévaès, Breton, Chauvin et MM. Xavier Reille, Philippe et Masse, viennent prendre place en qualité de secrétaires.

Après la lecture d'une lettre de M. de Beauregard, s'excusant de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui, **M. Charles Boysset** prononce une allocution très-applaudie.

DISCOURS DE M. CHARLES BOYSSET

La voici, d'après le compte-rendu analytique :

Messieurs et chers collègues,

La France vient de parler.

Ceux qui connaissent cette forte nation savaient que c'est la clarté, la loyauté, l'élan qui la caractérisent et que les divisions semées par des habiletés obliques seraient bientôt balayées par le bon sens et la probité générale (Applaudissements à gauche).

C'est avec une vive satisfaction que je salue l'assemblée nouvelle dont les destinées seront je l'espère, brillantes et fécondes ; il y aura des discordances, certes, mais des discordances sincères et loyales d'où jaillira la vérité, car il faut, comme je le disais le 11 janvier dernier aux applaudissements de la Chambre, il faut que tout soit clair et franc parmi nous.

Il faut que la France soit la France, c'est-à-dire la patrie de la loyauté, le champ clos traditionnel de la fière droiture. (Applaudissement.)

Notre programme parlementaire semble d'ailleurs tout tracé pour cette législature qui s'ouvre aujourd'hui.

C'est d'abord la « réforme fiscale » commandée par des critiques unanimes ; c'est ensuite la « révision constitutionnelle », plus au moins approfondie, reconnue nécessaire pour le fonctionnement normal du gouvernement républicain.

La majorité des députés applaudissent à tout rompre ces dernières paroles.

M. Paulin Méry. — C'est le régime parlementaire qu'il faut supprimer.

M. le président. — C'est encore l'extension rationnelle de la vie politique, et surtout de la vie communale, aujourd'hui étouffée par la vieille conception monarchique avec son armée sans cesse grandissante de fonctionnaires rangés en bataille tout puissants et arrogants. (Applaudissements unanimes à gauche).

A l'heure qu'il est, ce n'est plus de souveraineté civique qu'il s'agit comme le proclament les clichés officiels, c'est l'obéissance qu'on prétend inscrire à l'ordre du jour. (Nouveaux applaudissements).

M. de Baudry d'Asson. — C'est un discours politique ! (Bruit).

M. le président. — Et quant à notre action extérieure, c'est à peine si nous entrevoyons ce qui se passe en Europe, en Afrique, en Asie surtout, là où s'agitent violemment tant de problèmes graves, tout est voilé pour nous et cependant c'est à la nation républicaine, c'est à ses hauts délégués qu'appartient cette mission de capitale importance.

D'autres mesures s'imposent au nom de l'ordre, il faut faire la guerre aux monopoles cosmopolites et à l'agiotage effronté, causes de ruine et de corruption. (Applaudissements prolongés et acclamations à l'extrême gauche).

M. Drumont. — A bas Rothschild ! A bas les youtres ! (Rumeurs au centre. Agitation).

Le président. — Il faut fermement organiser la solidarité nationale, il faut enfin procéder à ce reglement des rapports de l'Eglise et de l'Etat, toujours réclamé, toujours ajourné.

De nombreux applaudissements accueillent ces derniers mots.

M. le Président. — Nous savons bien que tout ne peut se faire en un jour, les efforts doivent succéder aux efforts, logiquement et sans secousses, mais il ne faut pas que, sous prétexte de profondes et prudentes méditations, les hommes d'Etat se complaisent dans une immobile inertie. (Applaudissements.) Ce n'est pas seulement aux francs républicains, sincères et clairvoyants que je m'adresse, c'est à tous les hommes de bons sens, de bonne volonté et de bonne foi, soucieux de l'avenir car ces réformes sont nécessaires.

Dans la haute acception de ce mot, elles sont la résultante de notre sociabilité moderne... Unissons-nous, mes chers collègues, travaillons à les réaliser à bref délai, pour éviter les commotions et les aventures.

Ainsi le veut la sagesse hardie inspirée par les grandes pensées et par la clairvoyance généreuse. C'est là ce que demande la France. Salve d'applaudissements à l'extrême gauche et sur les bancs de gauche. Une ovation est faite à M. Boysset).

Au moment où le président termine, M. Drumont se dresse à gauche et s'écrie de nouveau : « A bas les juifs ! A bas Lépine ! »

Ses amis les députés algériens, qui l'entourent, joignent leurs cris aux siens. Mais cette manifestation n'a pas beaucoup d'écho.

Ces premiers incidents causent une certaine agitation.

M. Baudry-d'Asson se lève et, traversant la salle, vient serrer la main à M. Drumont.

La présidence de la Chambre

Cependant on a procédé au scrutin pour l'élection d'un président et l'on annonce les résultats :

M. Paul Deschanel a obtenu 277 voix, M. Brisson 276.

M. Paul Deschanel serait donc élu, mais en comparant le chiffre des bulletins de vote au chiffre des boules de contrôle, on a trouvé qu'il y avait une boule en plus. Un député a déposé deux boules au lieu d'une, ce qui paraît difficile, ou un bulletin s'est trouvé égaré.

On sait en effet que dans les scrutins secrets chaque député, en montant à la tribune pour voter, reçoit d'un secrétaire une boule.

Après avoir reçu cette boule, il remet à un autre secrétaire son bulletin de vote qui est mis dans l'urne devant lui, il passe alors de l'autre côté de la tribune et remet à un troisième secrétaire la boule qu'il a reçue du premier et qui controle ainsi le nombre des bulletins déposés dans l'urne.

On ne s'explique pas comment l'erreur a pu être commise.

La Discussion de l'Election

A peine cette contestation est-elle portée à la connaissance de la Chambre, qu'une discussion s'engage à ce sujet :

C'est **Jourde** qui attache le grelot. Il demande la parole pour une question relative au règlement et explique que 557 boules ont été comptées. On a omis la 558e qui était tombée par terre. Il y a donc eu un suffrage égaré.

Dans ces conditions, le bureau n'a pas voulu proclomer l'élection. C'est à la Chambre qu'il appartient de se prononcer.

M. Poincarré fait observer que la majorité absolue se compte d'après les suffrages exprimés, non d'après le nombre des députés qui ont pris part au vote.

M. Bourgeois déclare que le président doit avoir une autorité incontestée. Pour lui, il ne croit pas que la Chambre puisse valider un vote secret par un scrutin public.

M. Charles Boysset annonce qu'il a reçu une proposition tendant à ce qu'il soit procédé à un 2e tour de scrutin.

M. Poincaré demande qu'on passe à l'ordre du jour.

Millerand intervient. Il estime que c'est à la Chambre de se prononcer et de dire si, oui ou non, elle veut tenir compte de l'erreur commise,

M. Gautret vient déclarer que lorsque le secrétaire lui remit une boule, celle-ci tomba. On lui en donna alors une seconde.

Jourde accepte de soumettre la question au bureau.

M. Xavier Reille, le jeune réactionnaire que son âge a désigné pour remplir les fonctions de secrétaire, veut prendre la parole.

Mais il lui est impossible de placer un mot : la gauche, en effet, lui impose aussitôt silence.

On n'entend pendant un moment que le bruit des pupitres.

VIFS INCIDENTS

A ce moment, comprenant sans doute qu'il ne jouit pas des sympathies de l'unanimité de la Chambre, M. Deschanel descend de son banc et gagne la porte. On le hue sur son passage. M. Xavier Reille imite l'exemple du président « à la manque » et quitte sa place au bureau. Il est remplacé par M. Ricard, de la Côte-d'Or.

C'est à ce moment un assourdissant vacarme, un indescriptible chahut.

M. Pourquery de Boisserin demande la parole. Mais à peine est-il apparu à la tribune, que des cris éclatent de toutes parts. Il doit renoncer à parler.

On voit, au milieu de l'agitation, M. Charles Boysset qui abandonne son fauteuil. Quelques députés, croyant qu'il va lever la séance, crient : « Le chapeau ! »

Dans la tribune de la presse, on chante: Dissolution ! dissolution ! sur l'air classique des lampions, quelques-uns de nos confrères entonnent la « Carmagnole ».

Suspension de séance

M. Boysset et les députés quittent alors la salle, et les tribunes sont évacuées.

La séance est par conséquent suspendue.

Le bureau provisoire s'est réuni afin de délibérer sur la question soulevée par le scrutin pour l'élection du président.

L'élection des vice-présidents

Au bout d'une heure environ, la Chambre rentre en séance. Il est environ sept heures.

Voici le résultat de l'élection des vice-présidents :

Votants 490— Suffrages exprimés 474.

MM. Sarrien, 348, voix, élu. — Georges Leygues, 326 voix, élu.

M. Boysset déclare que le bureau a décidé qu'il n'y avait pas d'élection. Il propose à la Chambre de fixer le jour où aura lieu le deuxième tour de scrutin.

M. Duporier de Larsan proteste contre la décision du bureau.

M. Deschanel déclare que, bien que se considérant élu (huées à l'extrême-gauche), il ne saurait lui convenir d'accepter l'élection dans de pareilles conditions et il demande à la Chambre de procéder à un nouveau tour de scrutin.

Millerand maintient le droit du bureau de prendre seul une décision.

La séance est levée à 7 h. 25 et renvoyée à demain.

PHYSIONOMIE DE LA SÉANCE

Pour une séance agitée, voilà une séance agitée ! et les braves gens, de Paris et d'ailleurs, venus en nombre pour assister, du haut des tribunes, à la première réunion de nos « honorables » ont dû emporter du spectacle que leura offert le régime parlementaire une impression plutôt... défavorable.

Dès aujourd'hui en effet le chahut a commencé. M. Drumont s'est fait remarquer par une puissance de poumons réels. M. Deschanel a fait preuve de mauvais caractère en se déclarant « élu » (il est vrai qu'il n'a pas osé sanctionner cette opinion en déclarant qu'il resterait quand même).

Une manifestation significative a eu lieu dans les couloirs, au passage de notre excellent ami Zévaès. On a crié : Vive la sociale !

Le discours de M. Boysset a été celui d'un vieux et ferme républicain. Il a été fort applaudi.

Les fauteurs de tumulte ont été aujourd'hui les partisans exaspérés de M. Méline, qui ont donné au cours de cette séance, le signal des cris et du bruit et se sont montrés « obstructionnistes » à outrance.

Ils se sont attiré de la part du public des tribunes, des marques non équivoques de réprobation.

En résumé, cette première épreuve a clairement indiqué que rien ne sortirait de la Chambre actuelle, et a discrédité plus encore, si possible, le régime parlementaire devant l'opinion.

Je dois ajouter que, sollicité après la séance de maintenir demain sa candidature, M. Brisson a tout naturellement accepté.

Emile RAYMOND.

AU SENAT

Séance du 1er juin 1898

Présidence de M. LOUBET, président.

La séance est ouverte à 2 h. 10.

Il y a à peine une cinquantaine de sénateurs en séance. Les trois ministres sénateurs, MM. Rambaud, le général Billot et Millard, sont seuls au banc du gouvernement.

M. Loubet prononce l'éloge funèbre de MM. Linard (Ardennes), Ducoudray (Nièvre) et Rouland (Seine-Inférieure), décédés pendant les vacances.

Après le tirage au sort des bureaux et la fixation de l'ordre du jour de la prochaine séance, le Sénat s'ajourne à vendredi.

La séance est levée à 2 h. 1/2.

A Boulets Rouges

Les miettes qui tombent de notre table ne sont pas perdues pour tout le monde : les cochons de la *Croix* s'empressent de les ramasser.

Il est vrai qu'ils ne peuvent se les assimiler. Ils ne comprennent pas, par exemple, que nous prophétisions la Révolution. « Ce ne sont, disent-ils, que lamentables et impuissantes jérémiades. »

Ces grognements des commensaux de l'auge cléricale prouvent jusqu'à l'évidence combien nous touchons juste, lorsque nous envisageons l'hypothèse d'une main-mise de la réaction sur les pouvoirs publics, — et la révolte corollaire des consciences.

***

MM. Motte, Masurel et Morcrette-Ledieu ne sont pas rassurés : ils craignent que la vérification des pouvoirs ne leur réserve une surprise désagréable. Aussi ont-ils été communier avec un touchant ensemble hier matin, afin d'attirer sur eux la bénédiction du Très-Haut.

L'abbé Cyr, qui avait fait le voyage tout exprès pour leur placer l'hostie entre les lèvres, a murmuré en accomplissant sa pieuse besogne :

— Avalez ! Avalez !... ça vous préparera à l'absorption de la couleuvre que la majorité vous servira incessamment.

Louis MARLE.

LA VRAIE RÉPONSE

A la suite d'une très vive polémique entre l'*Intransigeant* et la *Petite République*, notre ami Jaurès vient de publier dans ce dernier journal un article admirable de sens et d'esprit socialiste que nous recommandons à l'attention de nos lecteurs. Le voici :

***

M. Henri Rochefort est terriblement en colère. C'est très facheux. Il en est réduit à reprendre contre moi les rabachages, sans intérêt, des journaux opportunistes et réactionnaires. La belle découverte ! Tous les travailleurs mêlés au mouvement, tous les militants socialistes savent que mon éducation première, mes relations, mon instruction toute universitaire et étrangère à la vie sociale, m'avaient classé d'abord dans le parti modéré. Mais animé, j'ose le dire, d'une grande passion de vérité et de justice, j'ai étudié le problème social : j'ai senti tous les jours s'accroître le dissentiment entre les dirigeants et moi.

Dès mes premiers discours, sur la question agraire, sur les lois ouvrières, Rouanet me saluait dans la *Revue Socialiste* comme un militant égaré hors des cadres du parti. « Venez, écrivait-il en 1886, vous êtes des nôtres. » Si ce petit jeu en valait la peine je pourrais, en citant des discours et des articles de moi de cette époque, attester le travail de mon esprit. Je me fais honneur d'avoir rompu, par un loyal et courageux effort de pensée, le lien des relations, des traditions et des préjugés, et d'avoir toujours monté vers la République sociale. M. Rochefort qui par un mouvement inverse, descend vers la réaction, n'a pas le droit de me le reprocher.

Mais il ne s'agit pas d'une misérable polémique entre lui et moi, et c'est en vain qu'il essaie de donner le change. Maintenant, c'est entre tout le prolétariat socialiste et lui qu'est la querelle. Voilà la question ; il n'y en a pas d'autre.

Depuis cinq ans, depuis que le parti socialiste est fortement constitué au Parlement, la Réaction le Capital, l'Eglise ont redoublé de violence contre lui. Tous les jours, les ministres et leurs alliés, le dénonçaient comme un parti de brigandage. Tous les jours, dénaturant et calomniant sa noble pensée internationaliste, ils le dénonçaient comme un ennemi de la France.

Peu à peu, n'osant aborder ouvertement la lutte et attaquer Paris de front, la réaction cléricale tente l'assaut par des voies obliques. Elle exploite le mouvement antisémite. Elle exploite le sentiment chauvin. Parce que les socialistes ne veulent pas se prêter à ces diversions grossières, parce qu'ils ne distinguent pas le Capitalisme juif et le Capitalisme clérical, parce qu'ils veulent appliquer à toute la propriété capitaliste la même expropriation sociale, parce qu'ils se refusent à l'illégalité des conseils de guerre et à l'abuhlan Esterhazy, une agitation formidable et confuse est organisée contre eux.

Et une question vraiment tragique et poignante pour le prolétariat se pose. Paris va-t-il, même un moment, passer aux mains de l'abbé Garnier, de Drumont, et des généraux de la rue des Postes ? Va-t-il tomber, même un moment, à ce cloaque de réaction militaire et jésuitique ? Ou au contraire va-t-il affirmer une fois de plus, au-dessus du chaos antisémite et de l'intrigue cléricale, sa foi socialiste et humaine ? Va-t-il crier qu'il veut la République sociale et l'union des exploités de tous les pays contre les exploiteurs de tous les pays ?

Voilà, je le répète, la question poignante qui était posée.

Or, au moment où le parti socialiste tout entier luttait ainsi à Paris contre les forces de réaction et de confusion, que faisait M. Rochefort ? Fidèle à sa tactique et pour donner le change, partout où la victoire de nos amis socialistes était assurée, il affectait de les soutenir malgré eux, malgré leur désaveu explicite. Et partout où les socialistes étaient en péril, partout où ils pouvaient être battus par une coalition innomable, c'est contre eux que M. Rechefort luttait : il a soutenu contre eux les candidats les plus équivoques, n'importe qui, pourvu qu'ils ne fussent pas socialistes.

Il s'est associé à la campagne de calomniés dirigée contre eux par la *Croix* et le *Peuple Français*. Oui, contre tous les socialistes, quel que fût leur groupement. Il a lutté contre Rouanet et contre Gérault-Richard qui ne relèvent d'aucune organisation particulière, mais qui avaient rempli avec une admirable vaillance leur devoir d'élus. Il a lutté contre le brousseiste Lavy. Il a lutté contre Faberot et Toussaint, du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Il a lutté contre Vaillant, Chauvière et Sembat, de l'Organisation blanquiste. Il a lutté contre Chauvin, du Parti ouvrier français. Toutes les fractions socialistes étaient attaquées d'une même haine par la réaction. Toutes les fractions socialistes ont été attaquées avec une égale haine par M. Rochefort.

Et comme, dans la bataille, c'est tout le socialisme français qui a été combattu par lui, c'est tout le socialisme français, qui, au lendemain de la bataille, se dresse contre lui.

Là est l'irréparable faute de tactique à laquelle la logique des événements a conduit M. Rochefort. Il ne s'en relèvera pas. Il fut un temps où la division des écoles socialistes acharnées les unes contre les autres, lui permettait de jouer des unes contre les autres. Il était ainsi couvert toujours par un coin du drapeau, et il pouvait se livrer à ses fantaisies ou à ses rancunes sans se mettre ouvertement en dehors du socialisme tout entier. Maintenant, par son admirable effort de combat, le socialisme français s'est rapproché de l'unité. Ce n'est plus une bataille de fraction que chaque fraction livrait. C'est la bataille du parti tout entier que livrait chacun de ses groupes. Sur toute l'étendue du champ électoral, tous les socialistes marchaient avec le même mot d'ordre contre tous les réactionnaires coalisés. Et partout ils ont vu M. Rochefort avec l'ennemi.

Comment cela a-t-il pu se produire ? Comment l'homme qui s'est relevé de tant de fautes et d'erreurs a-t-il pu glisser à cette chute définitive ? C'est après tout, d'un intérêt secondaire. Toujours l'œuvre de M. Rochefort a été ambiguë. Elle a été à la fois populaire et réactionnaire. En luttant contre l'Empire, contre l'opportunisme triomphant, il a désorganisé des forces qui faisaient obstacle au peuple : et par là sa vie de polémiste garde, quoi qu'il advienne, une valeur historique. Mais aucune idée n'était en lui ; il amusait la colère du peuple contre ses maîtres, mais il ne savait point où il le menait. Ou plutôt il ne savait même pas où allait le peuple, vers quel but de Révolution sociale. Il le sera lui importait peu. Il n'a jamais pris la peine de se définir à lui-même ce qu'est le socialisme et ce qu'il veut.

Il a été ainsi à la merci de tous les mouvements confus, comme le boulangisme, où un vague instinct populaire était dirigé et exploité par la réaction. Le comte de Paris, le prince Napoléon, les prêtres étaient dans l'affaire. Mais il y avait un mouvement de la rue, et M. Rochefort, qu'aucune idée ne maî-